

# Qui veut la peau de la liberté d'expression ?

écrit par Monique B | 4 novembre 2024



*Jonathan Turley est un professeur de droit constitutionnel américain. Démocrate revendiqué et engagé contre Donald Trump, il reste cependant un grand défenseur de la liberté*

*d'expression. Scandalisé par les récentes déclarations de John Kerry et d'Hillary Clinton, il constate que l'Union Européenne se fait leur relais servile.*

## **Régis de Castelneau**



**Musk Mania : les censeurs européens avertissent Musk qu'ils pourraient lui infliger des amendes en fonction de **toutes** ses activités**

J'ai [déjà](#) écrit sur les efforts de l'Union européenne (UE) pour utiliser son tristement célèbre Digital Services Act (DSA) pour forcer des entreprises comme X à censurer les Américains, y compris sur les publications liées à notre élection présidentielle. Il s'agit d'une atteinte directe à nos valeurs de liberté d'expression, et pourtant l'administration Biden-Harris n'a pas émis la moindre objection. Aujourd'hui, l'UE menace de fixer ces amendes confiscatoires en référence aux revenus d'autres entreprises que X, y compris Space X.

L'UE a prévenu Elon Musk qu'elle était autorisée à infliger des amendes pouvant atteindre 6 % de leur chiffre d'affaires mondial annuel aux plateformes en ligne qui refusent de censurer des contenus, y compris de la « désinformation ». L'inclusion d'entreprises comme Space X est ridicule mais

parfaitement cohérente avec les efforts de l'UE visant à utiliser le DSA pour réguler la liberté d'expression aux États-Unis et dans le monde.

L'UE soutient que l'ensemble du portefeuille d'activités de Musk en tant que « fournisseur » peut être inclus dans le calcul de l'amende. C'est ridicule et effrayant. Les autres entreprises de Musk n'ont rien à voir avec les politiques de la plateforme X. Il s'agit simplement d'une mesure coercitive débridée destinée à briser Musk.

X a objecté :

*« X Holdings Corp. soutient que la valeur marchande combinée du groupe Musk ne reflète pas avec précision le potentiel de monétisation de X dans l'Union ou sa capacité financière. En particulier, elle soutient que X et SpaceX fournissent des services entièrement différents à des utilisateurs entièrement différents, de sorte qu'il n'y a pas d'effet de passerelle, et que les entreprises contrôlées par M. Elon Musk « ne forment pas un seul front financier, comme le suppose le DMA ».*

Mais c'est précisément le calcul abusif qui est en cause. Les censeurs de l'UE font d'Elon Musk un exemple. S'ils nous brisent, aucune entreprise ni aucun dirigeant ne pourra espérer les défier. Ils sont encouragés dans cette démarche par un mouvement anti-liberté d'expression qui comprend des politiciens et des experts américains.

L'un des moments les plus difficiles a eu lieu après qu'Elon Musk a acheté Twitter en s'engageant à rétablir la protection de la liberté d'expression. Clinton [a appelé les responsables européens](#) à forcer Elon Musk à censurer les citoyens américains en vertu du DSA. Il s'agit d'un ancien candidat démocrate à la présidence qui appelle les Européens à forcer la censure des Américains.

Elle a été [récemment rejointe](#) par un autre ancien candidat

démocrate à la présidence, John Kerry, qui a appelé le gouvernement à réprimer la liberté d'expression.

Dans mon [nouveau livre](#) sur la liberté d'expression et [dans diverses chroniques](#), j'écris que le DSA est l'une des plus grandes attaques contre la liberté d'expression de l'histoire. Comme je l'ai écrit dans le livre :

*« En vertu de la loi sur les services numériques, les utilisateurs sont « habilités à signaler les contenus illégaux en ligne et les plateformes en ligne devront agir rapidement ». Cela inclut les discours considérés non seulement comme de la « désinformation », mais aussi comme de l'« incitation ». La vice-présidente exécutive de la Commission européenne, Margrethe Vestager, a été l'une des voix les plus éminentes en faveur de la censure internationale. Lors de l'adoption de la loi sur les services numériques, Vestager s'est extasiée en déclarant qu'il ne s'agissait « plus d'un slogan, que ce qui est illégal hors ligne devrait également être considéré et traité comme illégal en ligne. C'est désormais une réalité. La démocratie est de retour ».*

La pression sur les autres entreprises d'Elon Musk s'est également intensifiée aux États-Unis. Récemment, la California Coastal Commission a rejeté une demande de l'armée de l'air visant à effectuer des lancements supplémentaires depuis la base aérienne de Vandenberg. Ce n'est pas parce que l'agence militaire n'avait pas besoin de ces lancements. Ce n'est pas non plus parce que la nation et la communauté n'en tireraient aucun bénéfice. C'est plutôt [parce que](#), selon un commissaire, Elon Musk « s'est agressivement impliqué dans la course à la présidence ».

Tout cela fait partie de [la Musk mania](#) et de la nécessité pour le mouvement contre la liberté d'expression de briser le seul dirigeant qui a défié la pression de cette alliance de médias, d'universitaires, d'entreprises et de

responsables gouvernementaux.

Comme je l'ai déjà dit, il y a une ironie accablante dans tout cela. La gauche a fait de « l'ingérence étrangère » dans les élections un mantra pour se faire passer pour une défense de la démocratie. Pourtant, elle applaudit les censeurs européens qui menacent les entreprises qui diffusent une interview d'un politicien américain ciblé. Elle soutient également l'importation de tels systèmes de censure et de liste noire aux États-Unis. Lorsque vous êtes d'accord avec la censure, elle n'est pas considérée comme une ingérence, mais comme une intervention.

Les opposants à la liberté d'expression comme Clinton ont adopté la vieille école. Après avoir tenté de convaincre les Américains d'accepter la censure et la mise sur liste noire, ils félicitent aujourd'hui des gouvernements comme le Brésil et l'Union européenne pour avoir imposé directement des réglementations sur la liberté d'expression aux citoyens américains.

La question est de savoir où se trouvent l'administration Biden-Harris et le Congrès. Un gouvernement étranger impose la censure sur les propos des citoyens américains. Nous imposons régulièrement des barrières commerciales réciproques aux pays qui interfèrent avec nos marchés.

Pourtant, lorsqu'un gouvernement cherche à restreindre la liberté d'expression politique aux États-Unis, nos dirigeants restent silencieux.

**Régis de Castelnaud**

<https://www.vududroit.com/2024/10/qui-veut-la-peau-de-la-liberte-dexpression/>